

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AMR 19/001/2009 – ÉFAI

8 janvier 2009

AU 05/09 Craintes pour la sécurité

BRÉSIL José Luís da Silva (h), petit paysan et défenseur des droits fonciers
Severina dos Santos Silva (f), sa femme
ainsi que leur famille

José Luís da Silva, sa femme Severina dos Santos Silva et leur fille de vingt-cinq ans, Edisandra, ont reçu des menaces de mort à la suite de poursuites judiciaires engagées à l'encontre de quatre hommes qui étaient impliqués, au dire de cette famille, dans une violente agression dont elle a été victime en décembre 2007. Cette famille pense avoir été spécifiquement visée en raison de sa lutte pour les droits fonciers, à l'origine d'un litige de longue date avec un propriétaire terrien local. Elle pourrait faire à nouveau l'objet d'attaques et de manœuvres d'intimidation avant la prochaine audience du tribunal, prévue pour le 10 février.

L'affaire a été portée en justice à la suite d'une violente agression perpétrée le 9 décembre 2007. Aux environs de minuit, dans la communauté de Sitio Quirino, à Jaurez Távora (État de la Paraíba), 10 hommes lourdement armés ont fait irruption dans la maison de José Luís da Silva et Severina dos Santos Silva, qui se trouvaient chez eux avec leur fils de quinze ans et deux de leurs filles, âgées de dix et quatre ans. Ces hommes ont menacé et battu José Luís da Silva, Severina dos Santos Silva et leur fils. Selon la famille, certains d'entre eux avaient des liens avec le propriétaire terrien. Severina dos Santos Silva a été traînée dans une chambre et violée au moyen d'un tuyau plongé dans de l'insecticide. Les agresseurs ont également brisé des meubles et volé une moto, une télévision, un lecteur de DVD et 700 réaux en liquide (environ 225 euros). En partant, ils ont déclaré qu'ils reviendraient et tueraient la famille, ainsi que le dirigeant de la communauté, Severino Luís da Silva, frère de José Luís da Silva.

Depuis la dernière audience du tribunal, en novembre 2008, des membres de la famille ont reçu une série d'appels téléphoniques anonymes les menaçant de mort. Lors d'un de ces appels, Edisandra Luís da Silva a été menacée de viol. Des hommes armés ont été aperçus de nuit à proximité du domicile de la famille. À plusieurs reprises, Severina dos Santos Silva a été suivie en se rendant à son travail. Lors de la dernière audience du tribunal, le propriétaire terrien soupçonné d'avoir commandité l'agression a pris des photos de la famille et affirmé que sa maison serait détruite.

Depuis l'agression, les autorités n'ont fourni aucune protection à la famille, qui s'est plainte des difficultés qu'elle rencontre pour contacter la police locale.

Cette famille fait partie depuis plus de vingt ans d'une communauté de petits paysans vivant sur les terres agricoles de Quirino. En 1998, après que la communauté a été menacée d'expulsion par le propriétaire terrien, l'Institut national de colonisation et de réforme agraire (INCRA) – organe fédéral chargé de la mise en œuvre de la réforme agraire – a décidé que la terre sur laquelle elle était installée devait revenir aux petits paysans qui y vivaient, dans le cadre du processus de réforme agraire. Depuis, le propriétaire terrien combat cette décision devant les tribunaux, tout en menaçant et en intimidant, semble-t-il, les paysans sans terre (*posseiros*), dont certains habitent cet endroit depuis plus de cinquante ans.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

La réforme agraire au Brésil s'effectue à un rythme lent, ce qui expose les familles rurales au risque de subir des violences et des manœuvres d'intimidation. Amnesty International est régulièrement informée que des propriétaires d'exploitations engagent des tueurs professionnels, bénéficiant parfois du soutien de

responsables politiques et de policiers locaux, afin d'intimider des familles qui luttent pour leurs droits fonciers. En 2005, une enquête parlementaire sur les escadrons de la mort dans le nord-est du Brésil a révélé que le recours à des tueurs à gage (*pistoleiros*) était répandu dans la région, en particulier dans les zones visées par la réforme agraire.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en portugais ou dans votre propre langue) :

- exprimez vos craintes concernant la sécurité de José Luís da Silva, Severina dos Santos Silva et leur famille ;
- priez instamment les autorités de mener une enquête approfondie et indépendante sur les menaces que ces personnes ont subies, de rendre publiques les conclusions de ces investigations et de veiller à ce que les responsables présumés soient traduits en justice ;
- demandez une protection adaptée pour les membres de cette famille, conformément à leurs souhaits ;
- exhortez les autorités à mettre en œuvre le processus de réforme agraire aussi rapidement que possible, afin de ne pas exposer les familles rurales au risque de subir des violences et des manœuvres d'intimidation ;
- engagez-les à appliquer les recommandations de l'enquête parlementaire sur les escadrons de la mort afin de démanteler les milices rurales.

APPELS À :

Gouverneur de l'État de la Paraíba :

Exmo. Sr. Governador do Estado da Paraíba
Governador Cássio Rodrigues da Cunha Lima
Palácio da Redenção,
Praça João Pessoa,
s/n° - Centro 58.013-901
João Pessoa/PB

Fax : +55 83 3222-3857

Formule d'appel : *Vossa Excelência, / Monsieur le Gouverneur,*

Secrétaire à la Sécurité publique de l'État de la Paraíba :

Exmo. Sr. Secretario do Estado da Segurança e da defesa social
Sr. Secretário Eitel Santiago de Brito Pereira
Av. Hilton Souto Maior, s/n°
Mangabeira I 58.055-460
João Pessoa / PB, Brésil

Fax : +55 83 3213-9090

Formule d'appel : *Vossa Excelência, / Monsieur,*

Secrétaire spécial aux droits humains du Brésil :

Secretaria Especial de Direitos Humanos
Exmo. Secretário Especial
Sr. Paulo de Tarso Vannuchi
Esplanada dos Ministérios - Bloco "T" - 4º andar
70.064-900 – Brasília / DF, Brésil

Fax : + 55 61 3226 7980

Formule d'appel : *Vossa Excelência, / Monsieur,*

COPIES À :

AACADE (Associação de apoio aos assentamentos e comunidades quilombolas)_
Rua Duque de Caxias n. 59, sala 07
Centro
58010-823 - João Pessoa PB
Brésil

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Brésil dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 19 FÉVRIER 2009, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.